



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/50/L.54
4 décembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
DEUXIÈME COMMISSION
Point 96 a) de l'ordre du jour

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE : APPLICATION DES DÉCISIONS ET
RECOMMANDATIONS DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT
ET LE DÉVELOPPEMENT

Projet de résolution présenté par le Vice-Président de
la Commission, M. Conor Murphy (Irlande), à l'issue de
consultations officieuses sur le projet de résolution
A/C.5/50/L.22

Élaboration d'une convention internationale sur la lutte
contre la désertification dans les pays gravement touchés
par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier
en Afrique

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 44/172 du 19 décembre 1989 et 44/228 du 22 décembre 1989, et ses autres résolutions et décisions pertinentes ainsi que les recommandations formulées dans Action 21¹, programme adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

Rappelant également sa résolution 47/188 du 22 décembre 1992, dans laquelle elle a décidé de créer le Comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique,

Rappelant en outre sa résolution 49/234 du 23 décembre 1994, dans laquelle elle a décidé que le Comité intergouvernemental de négociation continuerait d'exercer ses fonctions en vue, notamment, de préparer la première session de la

¹ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe II.

Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique², comme le prévoit la Convention,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général³ sur l'application de la résolution 49/234 et sur les travaux qui pourraient être nécessaires au niveau intergouvernemental et les services de secrétariat connexes en vue de l'application de la Convention et de ses annexes relatives à la mise en oeuvre au niveau régional⁴, et ayant examiné également la résolution 7/1⁵ du Comité intergouvernemental de négociation sur les dates et le lieu des sessions du Comité pendant la période allant jusqu'à la première session de la Conférence des Parties à la Convention, y compris cette session,

Exprimant sa préoccupation devant le niveau actuel du Fonds bénévole spécial créé pour aider les pays en développement touchés par la désertification et/ou la sécheresse, notamment les pays les moins avancés, à participer au processus de négociation,

Notant que le Comité intergouvernemental de négociation a créé deux groupes de travail pour pouvoir s'acquitter de ses responsabilités au titre des préparatifs de la première session de la Conférence des Parties à la Convention,

Se déclarant préoccupée par le niveau actuel du Fonds d'affectation spéciale créé en application de sa résolution 47/188 pour appuyer les travaux du Comité intergouvernemental de négociation et du secrétariat intérimaire,

Considérant que l'adoption de la Convention est l'une des principales mesures au titre de l'application et du suivi des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement,

1. Se félicite de la signature de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique², par un grand nombre d'États et par une organisation d'intégration économique régionale, et de sa ratification par un nombre croissant d'États, et engage instamment les États qui n'ont pas encore signé ou ratifié la Convention à le faire, afin qu'elle puisse entrer en vigueur dès que possible;

2. Décide que le Comité intergouvernemental de négociation pour l'élaboration d'une convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, continuera à préparer la première

² A/49/84/Add.2, annexe, appendice II.

³ A/50/515.

⁴ A/50/347.

⁵ A/50/74/Add.1, annexe, appendice II.

session de la Conférence des Parties à la Convention, comme le prévoit la Convention;

3. Décide également, à cette fin, de convoquer en 1996 deux sessions du Comité intergouvernemental de négociation, d'une durée de deux semaines chacune, la huitième session devant se tenir à Genève du 5 au 16 février et la neuvième à New York du 3 au 13 septembre;

4. Décide en outre de convoquer la dixième session du Comité intergouvernemental de négociation à New York du 6 au 17 janvier 1997 et, tant que la Convention ne sera pas entrée en vigueur, de convoquer au besoin une autre session de deux semaines au plus en 1997, dont les dates exactes et le lieu seront fixés ultérieurement;

5. Recommande qu'à l'entrée en vigueur de la Convention, une session de la Conférence des Parties à la Convention soit convoquée pour les deuxième et troisième semaines de juin 1997 ou, sinon, pour les deuxième et troisième semaines d'août 1997, les dates exactes et le lieu de cette session devant être fixés ultérieurement;

6. Prie tous les pays, les organismes des Nations Unies, y compris les commissions régionales, les organisations régionales et sous-régionales compétentes, les milieux scientifiques et les milieux d'affaires appropriés, les syndicats, les organisations non gouvernementales compétentes et les autres groupes intéressés de prendre des mesures en vue de l'application rapide de la Convention et de ses annexes pertinentes concernant la mise en oeuvre au niveau régional⁶, dès l'entrée en vigueur de la Convention et, à cet égard, de répondre de façon concrète aux besoins de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine et des Caraïbes;

7. Prie instamment tous les pays, les organismes des Nations Unies, y compris les commissions régionales, les organisations régionales et sous-régionales compétentes et tous les autres acteurs appropriés de prendre des initiatives et des mesures en vue de l'application intégrale et effective des dispositions de la résolution 5/1 du Comité intergouvernemental de négociation concernant les mesures à prendre d'urgence pour l'Afrique⁷, et de promouvoir des initiatives en faveur des autres régions et pays en développement touchés et invite tous les États à continuer de communiquer au secrétariat de la Convention, en plus des informations qu'ils ont déjà fournies, des informations intérimaires sur les mesures déjà prises ou envisagées pour donner effet aux dispositions de la résolution 5/1;

8. Décide que les travaux du Comité intergouvernemental de négociation et du secrétariat intérimaire continueront d'être financés par prélèvement sur les ressources inscrites au budget de l'ONU, sans préjudice des activités déjà programmées, ainsi que sur les contributions volontaires versées au Fonds d'affectation spéciale créé expressément à cette fin en application de sa

⁶ A/49/84/Add.2, annexe, appendice II, annexes I à IV.

⁷ Voir A/49/84/Add.2, annexe, appendice III, sect. A.

résolution 47/188 et géré par le chef du secrétariat intérimaire sous l'autorité du Secrétaire général, le Fonds pouvant être utilisé, le cas échéant, pour financer la participation des représentants d'organisations non gouvernementales aux travaux du Comité et les contributions versées pouvant être reportées d'un exercice sur le suivant;

9. Prie instamment les États, les organisations d'intégration économique régionale et les autres organisations intéressées de renforcer la capacité du secrétariat intérimaire de la Convention en versant des contributions substantielles au Fonds d'affectation spéciale;

10. Lance de nouveau un appel aux gouvernements, aux organisations d'intégration économique régionale et aux autres organisations intéressées, y compris les organisations non gouvernementales, pour qu'ils versent rapidement des contributions au Fonds bénévole spécial de façon à ce que les pays en développement touchés par la désertification et/ou la sécheresse, en particulier les pays les moins avancés, puissent participer plus largement et efficacement au processus de négociation;

11. Prend note des dispositions adoptées par le Secrétaire général et les organisations compétentes oeuvrant dans les domaines de la lutte contre la désertification et la sécheresse et du développement, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement/Bureau de la lutte contre la désertification et la sécheresse (BNUS), le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et la Banque mondiale, afin d'aider le Comité intergouvernemental de négociation et le secrétariat intérimaire à s'acquitter de leur mandat, et du concours qu'ils leur ont apporté à cette fin, et les invite à intensifier et élargir leur appui et leur collaboration, selon qu'il conviendra;

12. Prend note également des arrangements conclus entre le secrétariat intérimaire de la Convention et le Fonds international de développement agricole et l'Organisation météorologique mondiale, prévoyant l'adoption de mesures appropriées qui leur permettent de collaborer activement et d'appuyer les activités menées aux niveaux national et régional dans les pays en développement touchés, en particulier les pays d'Afrique et les pays les moins avancés;

13. Prie le Président du Comité intergouvernemental de négociation de lui présenter, ainsi qu'à la Commission du développement durable et aux autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, des rapports sur l'état d'avancement des travaux du Comité;

14. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les gouvernements, des institutions spécialisées et des programmes des Nations Unies compétents, des institutions financières internationales, d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que d'autres institutions concernées;

15. Prie également le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante et unième session, un rapport sur l'application de la présente résolution, concernant la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, au titre de la question intitulée "Application des décisions et recommandations de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement".
